

Michel Rocard, ancien Premier ministre, Président de la commission culture, sports, médias et jeunesse au Parlement européen, a dialogué le 5 mai dernier, en direct avec des internautes sur le devenir et les enjeux d'une politique européenne de sécurité commune. Extraits du chat.

Bonjour à toutes et à tous, nous avons le plaisir d'accueillir Monsieur le Premier ministre Michel Rocard.

Bonjour à toutes et à tous.

Tom : Etes-vous favorable à la création d'un super ministre des Affaires étrangères de l'Europe ?

Michel Rocard : Je ne vois pas pourquoi il faudrait l'appeler "super". L'Europe a absolument besoin d'un ministre des Affaires étrangères qui ait seul la compétence au titre du Conseil des ministres et aussi au titre de la Commission pour conduire la politique étrangère européenne. Ils sont aujourd'hui deux hommes répondant l'un au collège des commissaires et l'autre au Conseil des Ministres dont il est le Secrétaire général. Tout cela est un peu paralysant. Il nous faut un vrai ministre unique.

Rico : Comment créer une Europe-Puissance alors que la plupart de nos partenaires (GB, Espagne, Italie, etc.) n'en veulent pas ?

Il est exact qu'un certain nombre d'Etats membres de l'Union européenne ne souhaitent pas qu'elle développe une personnalité internationale forte.

C'est surtout vrai des petits Etats européens et notamment des anciens neutres. C'est la raison pour laquelle, il n'y a eu de négociations réussies sur le pilotage des affaires étrangères ni dans le Traité de Maastricht ni dans celui d'Amsterdam, ni dans celui de Nice. Il faut reconnaître que l'espoir d'une Europe-Puissance est particulièrement caressé par les Français, beaucoup moins par tous les autres. C'est pour cela qu'elle est en panne. La possibilité n'en ré-émergera que lentement et si nos partenaires découvrent que leurs intérêts majeurs économiques et stratégiques peuvent se trouver contradictoires avec ceux des Etats-Unis. Tant que ce n'est pas le cas, il n'y aura pas d'Europe-Puissance et les grandes décisions mondiales resteront prises par des diplomaties nationales.

Laziz : Faut-il une Europe politique, partenaire ou contrepoids de la puissance américaine ?

On peut rêver. Une majorité des citoyens français souhaitent une Europe contrepoids des Etats-Unis. Ce n'est pas la vision majoritaire de la plupart des autres peuples d'Europe. Il y a là de mauvais souvenirs de la guerre froide. Quand les Etats-Unis ont adopté la doctrine nucléaire de la riposte flexible, en 1962, De Gaulle a compris que les Américains ne tireraient pas le feu nucléaire aussi longtemps que les Russes ne l'auraient pas fait. Cela impliquait la possibilité que l'Europe de l'Ouest soit de nouveau envahie par une armée conventionnelle. Naturellement les Américains nous auraient libérés, mais trop tard. C'est pour échapper à cela que De Gaulle a retiré les armées françaises de l'Organisation atlantique en temps de paix pour pouvoir librement déclencher le feu nucléaire au cas d'une menace vitale. La Grande-Bretagne avait déjà cette possibilité, mais par le biais d'une disposition du Traité qui la lie aux Etats-Unis. Elle dénonça furieusement la décision française de se doter des mêmes moyens, et les non-nucléaires d'Europe, à commencer par les Allemands, n'ont jamais ni compris, ni accepté la décision française qui leur paraissait dangereusement de nature à affaiblir la confiance stratégique nécessaire entre les

Etats-Unis et l'Europe. Souvenir laissé partout chez les autres : c'est qu'on ne peut pas faire confiance à la France parce qu'elle prend trop de plaisir à irriter ou agacer les Etats-Unis sans souci de la sécurité de ses partenaires européens. Cette vision est dramatiquement fautive, mais nous n'avons jamais été capables de l'expliquer suffisamment. Bref, le reste de l'Europe s'accroche indéfectiblement aux Etats-Unis dans des conditions qui ne facilitent pas une politique commune.

Hugo : L'arrivée de nouveaux pays au sein de l'Union ne va-t-elle pas rendre plus compliquée l'adoption d'une politique extérieure commune ?

C'est difficile de la rendre plus compliquée puisqu'elle était déjà pratiquement impossible. Mais en effet, cela n'arrangera rien, sauf le cas où - y compris avec ces dix nouveaux membres - un accord se ferait dans quelques semaines à la Convention que préside Valéry Giscard d'Estaing pour nommer une structure plus efficace à l'élaboration de la politique étrangère. Mais il y a un autre problème qui se cache là-dedans, il n'y a pas de politique étrangère efficace sans défense et sans forces armées. La majorité des pays d'Europe sont plutôt disposés à ne pas dépenser plus de 1,5 ou 2 % de leur produit national brut (PNB) pour la défense. Ceci est incompatible avec l'idée d'une Europe-Puissance et revient donc à laisser la fonction de gendarme du monde exclusivement aux Etats-Unis.

Zebda : Pensez-vous que Jacques Chirac a eu raison de fustiger les nouveaux adhérents d'Europe de l'Est ?

Non, absolument pas. Il a eu raison de maintenir une position différente de la leur, car tel était l'intérêt de la paix dans le monde, de l'objectif de désarmer l'Irak par les inspections et de préserver de bonnes relations avec le monde musulman. Mais au nom de cela, l'apostrophe que s'est permise le président Chirac est gravement malvenue. Cette discourtoisie frise l'insulte. Les destinataires s'en souviendront et seront tentés de nous la retourner. De plus et surtout, cela montre que Chirac n'a rien compris au sens que les Polonais, les Tchèques ou les autres donnent à leur sécurité stratégique. Ils ne se sentent en sécurité que s'ils sont garantis par rapport à l'influence ou la pression de la Russie. A l'époque présente, il n'y a que les Etats-Unis pour leur donner cette assurance. C'est fort regrettable, mais il est tout de même absurde de le nier.

Patrick : Bonjour, quel est votre point de vue sur les propositions émises par Valérie Giscard d'Estaing sur la Convention ?

Bonjour Patrick, le Président Giscard d'Estaing en sortant ses propositions, a pris de gros risques. Ses propositions en effet n'ont pas l'assentiment d'une majorité de gouvernements, donc du Conseil des ministres, et non plus de la majorité des conventionnels pour autant qu'on le sache. Elles n'ont pas non plus l'assentiment du Parlement européen qui a exprimé des souhaits différents. Giscard d'Estaing sait tout cela et c'est parce qu'il le sait qu'il y a quelque chose de provocateur dans ses propositions. En voulant créer une présidence durable du Conseil des ministres, il vise à renforcer ce dernier alors que beaucoup, dont je suis, voudraient plutôt renforcer la Commission. Il cherche aussi à renforcer l'influence déclinante des grands Etats en Europe, ce qui est probablement nécessaire, mais rencontre la colère d'une grande majorité des Etats membres.

Je pense pour ma part que Valéry Giscard d'Estaing s'est livré à cette provocation pour débloquer un système de décision largement paralysé. A ce titre, il a peut-être raison. Au demeurant, les problèmes posés sont si difficiles, que personne ne peut

souhaiter voir la Convention européenne se rallier à ses choix personnels. L'essentiel est qu'un processus vigoureux permette d'arriver à des choix clairs et susceptibles de renforcer l'Europe. Que cela se fasse sur un versant plutôt fédéral ou plutôt par de la coopération intergouvernementale renforcée est presque secondaire.

Stef : Au-delà de la position unanimement appréciée du Président Chirac, quel rôle peut jouer l'Union dans la prévention des conflits et de quelle manière par rapport à l'ONU ?

D'abord un mot sur la position de Chirac : ce qu'en effet une quasi-unanimité approuve, c'est la position de refus de la guerre préventive et de recherche de moyens pacifiques pour empêcher l'Irak de nuire. Mais sur deux points nous sommes nombreux à en vouloir au président Chirac. Le premier, c'est de n'avoir pas dès l'origine vigoureusement cherché à faire de cette position la base d'une position négociée de l'Union européenne. Et le second, c'est d'avoir avec le ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin visiblement pris un plaisir un peu patriotard ou franchouillard à irriter les Etats-Unis beaucoup plus que nécessaire pour défendre cette position.

Dans ces conditions, les séquelles sont graves et on ne peut pas parler de politique étrangère de l'Union actuellement. Ce qui s'esquissait avant la crise irakienne était que l'Union se préparerait à contribuer à la diplomatie de la paix dans le monde en rendant deux sortes de services : à l'ONU, la première sorte visait la contribution diplomatique aux médiations, aux analyses de crise, aux pré-négociations dans les zones difficiles (Balkans, Moyen-Orient, Afrique centrale par exemple). Le deuxième type de services consistait à envoyer, sur zone, des forces militaires européennes intégrées sous commandement européen, mais sur mission de l'ONU.

Cette tâche doit être reprise, même si c'est difficile dans l'atmosphère présente. Cependant la publication toute récente de la "feuille de route pour la paix" entre Israël et la Palestine est l'annonce d'un redémarrage de ce travail. La feuille de route a en effet été élaborée en quelques mois de laborieuses négociations entre les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et le Secrétariat Général des Nations Unies.

Cécile : Vous parlez de renforcer la Commission, pourquoi et comment ?

La Commission Européenne tire ses pouvoirs du Traité de Rome, dans des conditions qui ont été reconfirmées par chacun des traités successifs. Les rédacteurs du Traité de Rome ont cherché à diminuer l'autorité aussi bien symbolique que réelle qui avait été donné au Collège animateur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951). Ce collège s'appelait la "Haute Autorité". En passant de la CECA au marché commun, on est passé de la Haute Autorité au marché commun à la Commission. La commission a deux pouvoirs importants : celui de proposition au Conseil des ministres et au Parlement pour toute décision innovante en matière européenne ; et celui d'exécution des décisions prises par le Conseil et le Parlement ou par le Conseil seul. Cela suffit à faire gérer efficacement par la Commission la politique commerciale de l'Union, sa politique de la concurrence, et aussi sa politique agricole. Mais la très grande lenteur de l'Union à améliorer la fonctionnalité de son espace juridique et la quasi-paralysie où elle est en matière de politique étrangère et de défense s'explique largement par l'absence de toute compétence de la Commission dans ces deux domaines. Renforcer la Commission, cela veut donc dire étendre le champ de son pouvoir de proposition et de sa responsabilité d'exécution à l'espace juridique européen et à aux affaires étrangères.

Cela veut dire aussi affaiblir ou supprimer les liens de la Commission avec les Etats membres. La décision de Nice selon laquelle la Commission comprendrait un Commissaire par Etat est une catastrophe. Elle abouti presque à faire un deuxième Conseil des ministres. Il faut arriver à diminuer l'importance de ce lien.

Elsa : Depuis Maastricht, puis la mise en place de l'euro, il n'y a plus de grands projets mobilisateurs pour les citoyens européens. Du coup, l'Europe intéresse moins les Européens. Comment peut-on leur redonner le goût à l'Europe ?

Le grand projet européen actuel, c'est d'harmoniser le développement et d'accélérer pour les pays les moins avancés, leur rythme d'accès au niveau de vie et à la qualité de vie des pays les plus développés de l'Union. C'est déjà un projet formidable. Mais dans son exécution de tous les jours, il est épouvantablement technique, passe par des budgets de travaux publics, des subventions de péréquation, etc. Tout cela est essentiel mais peu poétique et peu mobilisateur. Mon avis personnel est que le grand projet européen capable d'enthousiasmer la jeunesse d'aujourd'hui serait un projet d'aide à la paix et au développement depuis l'Europe pour les pays les plus pauvres de la planète à commencer sans doute par l'Afrique. Les enthousiasmes militants d'aujourd'hui chez les 18-25 ans ne vont pas à l'Europe probablement trop riche et trop compliquée à leurs yeux mais vont à des ONG qui, toutes, ont une compétence mondiale. J'aimerais pousser l'Europe à appuyer et à dynamiser un tel mouvement.

Merci beaucoup Michel Rocard, le mot de la fin ?

Il est passionnant de pouvoir échanger en temps réel en entrant dans le détail des questions. Le nécessaire renforcement de l'Europe auquel je crois et auquel je travaille suppose que les citoyens d'Europe digèrent et dominent sa complexité. Cette complexité de la construction européenne était inévitable, mais il ne faut pas qu'elle ne devienne un empêchement. C'est à cela que peut servir un dialogue comme celui d'aujourd'hui. Merci à tous.